

Revue de presse : Réactions au budget du gouvernement fédéral canadien

jeudi 22 avril 2021, par [Presse-toi à gauche](#) (Date de rédaction antérieure : 20 avril 2021).

Le gouvernement Trudeau et sa ministre Chrystia Freeland présentent le premier budget-pandémie fédéral. Le site PTAG a regroupé les communiqués émis à cette occasion par les organisations syndicales et populaires ainsi que la gauche politique. Ils sont présentés selon leur ordre de parution.

Budget fédéral : la FQPPU salue les investissements en recherche mais s'inquiète que cela soit surtout dans des secteurs ciblés de soutien à l'innovation et à la recherche industrielle

MONTRÉAL, le 20 avril 2021 - La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) a pris connaissance du budget présenté par la ministre des Finances, Chrystia Freeland, et de l'état des finances publiques, aux prises avec un déficit historique de 265 milliards de dollars sur trois ans.

Malgré cette conjoncture exceptionnelle, la FQPPU salue les forts investissements faits en recherche. Elle déplore cependant qu'une partie importante de ce financement soit consacrée à de la recherche stratégique dans des secteurs ciblés et au soutien à l'innovation et à la recherche industrielle. Elle aurait souhaité voir un meilleur équilibre entre les disciplines et un soutien plus important pour la recherche fondamentale afin d'atteindre les cibles recommandées par le Conseil consultatif pour l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale en 2017.

Si la Fédération salue l'annonce de 4,1 milliards de dollars pour rendre plus abordable l'éducation postsecondaire, en doublant notamment les bourses d'études canadiennes pour les deux prochaines années, elle déplore que le dossier de l'enseignement supérieur soit tributaire d'une vision centrée sur la relance économique et la création d'emplois, notamment au moyen de sommes orientées vers l'apprentissage en cours d'emploi et le perfectionnement des compétences. L'absence d'augmentation des transferts fédéraux en matière de programmes sociaux (dont 30% environ sont consacrés à l'éducation) est aussi regrettable, considérant que l'enseignement postsecondaire souffre d'un désengagement public depuis nombre d'années. La dernière réelle augmentation pour ce transfert remonte à 2008.

Dans la foulée des déboires de l'Université Laurentienne et du licenciement d'une centaine de professeur.e.s, il était urgent que le gouvernement prenne au sérieux la situation des francophones en milieu minoritaire. La Fédération prend acte de l'annonce d'un investissement de 121,3 M\$ sur trois ans pour les établissements postsecondaires dans la langue de la minorité ainsi que 392 M\$ sur 3 ans pour la promotion des langues officielles.

Elle se réjouit que le gouvernement ait adopté des mesures qui soutiennent les principes d'équité, de diversité et d'inclusion, notamment grâce aux mesures de renforcement de la diversité dans la gouvernance des entreprises et au sein de la fonction publique. Du même coup, elle salue les investissements historiques et substantiels de 18 milliards (sur 5 ans) consentis dans le but de

réduire les écarts existants entre les peuples autochtones et non autochtones dans différents domaines, dont l'éducation.

Sur la lutte aux changements climatiques, bien que la Fédération souligne les investissements annoncés dans le budget 2021, elle juge tout de même que le gouvernement se doit d'être plus ambitieux en la matière. Elle déplore que la crise climatique soit passée au second plan, après la relance économique post-pandémie, mais elle considère ces mesures comme un premier pas significatif vers une économie à faibles émissions de carbone.

La FQPPU est satisfaite des nombreuses mesures proposées dans le budget 2021 pour lutter contre la planification fiscale abusive, l'économie souterraine et l'évasion fiscale. Ces mesures permettront, en ces temps difficiles, de renflouer les coffres publics, mais elle reconnaît qu'il reste encore beaucoup à faire pour instaurer une fiscalité plus juste. Le projet d'imposer les grandes entreprises de services numériques est aussi une mesure que la Fédération suivra de près.

Investissements pour les communautés autochtones dans le budget fédéral - Des sommes insuffisantes pour l'éducation selon la CSQ

QUÉBEC, le 20 avril 2021 /CNW Telbec/ - La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) réagit aux investissements concernant les communautés autochtones dans le budget fédéral présenté hier. Bien que les sommes investies soient considérables, la Centrale émet des préoccupations quant à certains enjeux précis.

Éducation

D'entrée de jeu, la CSQ déplore qu'il n'y ait pas de sommes réservées du côté de l'éducation.

« Ce qui nous préoccupe particulièrement, c'est que les enseignants d'écoles de conseils de bande, notamment à Wemotaci et Opitciwan, ont des salaires inférieurs à l'échelle québécoise, elle-même la plus basse au pays. Des enveloppes dédiées pourraient amener une plus grande uniformité des services offerts dans les écoles et des conditions de travail du personnel d'une communauté à l'autre », souligne la présidente de la CSQ, Sonia Ethier. Cette dernière souligne également que des investissements fédéraux plus importants en éducation seraient les bienvenus pour soutenir les services aux élèves et le personnel au sein des commissions scolaires Crie et Kativik.

« Nous voyons d'un bon œil les investissements en petite enfance, mais ce soutien doit absolument se poursuivre pour l'éducation primaire, secondaire, la formation générale aux adultes et la formation professionnelle. Les taux de diplomation, notamment au Nord, sont extrêmement préoccupants. Le gouvernement fédéral aurait dû saisir cette opportunité pour améliorer la situation de façon durable », ajoute Sonia Ethier.

Petite enfance

Avec toutes les tragédies vécues par les enfants et les familles autochtones, la présidente de la CSQ se réjouit des investissements pour réformer les services à l'enfance. « On ne le répétera jamais assez, la fréquentation d'un service éducatif pendant la petite enfance est bénéfique pour le développement des enfants, car cela permet de réduire considérablement les vulnérabilités. Améliorer et faciliter l'accessibilité à des services éducatifs à la petite enfance adaptés permettra un développement adéquat des enfants dans un environnement respectueux de la culture de nos premières nations. »

Eau potable et logement

Bien que la CSQ salue l'engagement du gouvernement pour l'accès à l'eau potable, elle s'interroge sur la façon dont cela se traduira rapidement sur le terrain. « Les besoins sont criants actuellement, notamment au Nunavik et en Eeyou Istchee. Dans le Nord-du-Québec, des communautés peinent à avoir accès à ce service essentiel. L'accès à des logements décentes et à l'eau potable doivent être des priorités », déplore Sonia Ethier.

La Centrale accueille favorablement les sommes supplémentaires octroyées pour la mise en place des mesures proposées dans le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Enfin, concernant les sommes annoncées pour assurer l'autodétermination des peuples autochtones, la CSQ est particulièrement satisfaite puisqu'elle milite en ce sens depuis plus de 50 ans.

Budget fédéral - Un signal fort en faveur d'une relance du secteur culturel

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - L'APASQ, l'AQAD, l'ARRQ, la FNCC-CSN, la GMMQ, la SARTEC, TRACE, l'UDA et l'UNEQ accueillent favorablement le budget de la ministre des Finances, Chrystia Freeland, et le signal fort envoyé par le gouvernement canadien pour la relance du secteur culturel. Ce budget souligne non seulement l'importance de la culture en tant que pôle de la relance économique et touristique au pays, mais aussi à quel point il est crucial de continuer à appuyer les artistes et les créateurs en cette période de crise sanitaire.

Au chapitre des mesures saluées, mentionnons la reconduction de la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) pour 12 semaines. Ce filet social, bien qu'imparfait, est indispensable pour soutenir la grande majorité des 26 000 membres représentés par le regroupement d'artistes, créateurs et professionnels de la culture. Cependant, les prestations diminueront à compter de la mi-juillet, pour finalement prendre fin à l'automne. Il en va de même pour le programme de subvention salariale aux entreprises.

Il faut espérer que la diminution et la fin des programmes d'aide coïncideront avec un apaisement important de la pandémie, qui permettrait un retour complet des activités culturelles. Le gouvernement doit toutefois garder la flexibilité de pouvoir prolonger ces programmes par voie réglementaire, si cela s'avérait nécessaire.

L'annonce de consultations pour une réforme à plus long terme de l'assurance-emploi, notamment pour les travailleuses et les travailleurs autonomes, correspond également à une demande maintes fois répétée.

De nouvelles sommes d'argent en guise d'air frais

Le budget insuffle également un optimisme bienvenu en ces temps difficiles en injectant un milliard de dollars de plus, sur trois ans, dans plusieurs sphères de la vie culturelle au Canada. Ainsi, l'argent additionnel annoncé témoigne d'une reconnaissance du sacrifice important fait par les artistes, créateurs et professionnels au bénéfice de la santé publique, surtout de la part de celles et ceux qui œuvrent dans les arts vivants. En ce sens, le gouvernement doit s'assurer que les sommes investies se rendent jusqu'aux artistes, créateurs et professionnels pour leur permettre de traverser la crise et espérer des jours meilleurs.

Le regroupement d'associations voit aussi d'un bon œil les consultations portant sur la taxe sur le numérique (TSN), afin que les géants du numérique participent à la fiscalité canadienne. Les mesures pour assujettir les entreprises étrangères doivent aboutir rapidement à des résultats concrets.

Représentant près de 26 000 travailleuses et travailleurs de tous les secteurs confondus à travers le

Québec, nous rassemblons huit associations œuvrant dans le milieu des arts et de la culture.

- APASQ Association des professionnels des arts de la scène du Québec
- AQAD Association québécoise des autrices et des auteurs dramatiques
- ARRQ Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec
- FNCC-CSN Fédération nationale des communications et de la culture (FNCC-CSN)
- GMMQ Guilde des musiciens et musiciennes du Québec (GMMQ)
- SARTEC Société des auteurs de radio, télévision et cinéma
- TRACE Travailleuses et travailleurs regroupés des arts, de la culture et de l'évènementiel
- UDA Union des artistes
- UNEQ Union des écrivaines et des écrivains québécois

Budget fédéral 2021-2022 : Un pas dans la bonne direction (APNQL)

WENDAKE, QC, le 19 avril 2021 - L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) souhaite réagir au dépôt du budget fédéral. L'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances du Canada, a dévoilé aujourd'hui le budget fédéral 2021-2022 intitulé « Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience ».

Ce budget, réparti sur cinq ans, prévoit des investissements de plus de 18 milliards de dollars globalement, afin de réduire davantage les écarts existants entre les peuples autochtones et non autochtones dans différents domaines : lutte contre la COVID-19, les services de l'éducation, les services de santé et sociaux, la sécurité, la culture et la relance économique.

Des investissements substantiels, d'une somme de 6 milliards de dollars, sont également prévus en matière d'infrastructure dans les communautés autochtones. Le fonds pourra être lié à différents projets de cette nature, par exemple, des projets d'approvisionnement en eau potable ou en matière de logement. « Le logement est une grande priorité des chefs des Premières Nations au Québec. Toute annonce de fonds additionnels destinés à aider nos communautés à construire plus de logements est évidemment bien accueillie, quand on sait que 10 000 nouvelles unités sont nécessaires pour combler les besoins », a déclaré le chef de l'APNQL, Ghislain Picard.

Bien que significatifs, ces investissements demeurent toutefois insuffisants. « Nos chiffres démontrent clairement que les budgets réguliers sont loin de répondre aux besoins en logement des Premières Nations. Les nouveaux fonds annoncés arrivent à point, puisque la dernière initiative fédérale en logement a pris fin le 31 mars dernier. Bien sûr, ça ne comblera pas tous les besoins, mais ça nous aidera à faire plus, d'autant plus que nos communautés doivent aussi composer avec une augmentation faramineuse des coûts de construction », selon le chef Lance Haymond.

« Lorsque l'on travaille à améliorer les conditions de vie par l'investissement dans le logement, nous contribuons, par la même occasion, à résoudre des enjeux de taille sur d'autres plans, comme la santé, l'éducation et le développement économique. Par exemple, l'augmentation du parc de logements contribuera certainement à rendre nos communautés moins vulnérables en cette période de pandémie », a conclu le chef de l'APNQL, Ghislain Picard.

SOURCE Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

Budget fédéral - Un budget sous le signe d'une relance économique juste (CSQ)

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) salue le premier budget de la ministre des Finances du Canada, Chrystia Freeland, qui apporte plusieurs réponses aux multiples défis collectifs pour assurer une relance juste et reconnaissante du préjudice économique vécu par les femmes au cours des derniers mois. « Dans le budget qu'il annonce aujourd'hui, le

gouvernement reconnaît que la relance économique passe par la prolongation des mesures de soutien aux travailleuses et aux travailleurs ainsi que par des investissements dans les services à la population, notamment pour assurer un retour au travail des femmes, qui ont été plus durement touchées par la pandémie. Dans son discours budgétaire, le gouvernement fédéral consacre l'expression « récession au féminin » pour parler des impacts économiques de la crise de la pandémie sur l'emploi alors que 16 000 femmes ont quitté la population active en comparaison des 91 000 hommes de plus qui l'ont rejointe. Le gouvernement du Québec aurait tout avantage à prendre exemple sur son homologue, tant dans le discours que dans les mesures mises en place pour favoriser l'emploi chez les femmes », constate Sonia Ethier, présidente de la CSQ. La Centrale est cependant déçue de l'inflexibilité du gouvernement Trudeau sur les transferts en santé ainsi que de l'absence d'annonce concrète sur la mise en place du nécessaire régime universel d'assurance médicaments.

Vers un programme national de garderies éducatives

La CSQ se réjouit des investissements majeurs de 30 milliards de dollars sur cinq ans du gouvernement Trudeau en petite enfance, qui s'ajoutent aux sommes déjà transférées au Québec en vertu des annonces antérieures. « Avec son droit de retrait, c'est plus d'un milliard de dollars annuellement au cours des cinq prochaines années et, par la suite, entre 1,5 et 2 milliards par année que recevra le gouvernement du Québec pour offrir des places subventionnées en services de garde éducatifs. Les ministres Girard et Lacombe doivent absolument utiliser ces sommes très importantes pour relancer le réseau québécois, qui a été mis à mal dans les dernières années. Celui-ci est actuellement malmené par une grave pénurie de main-d'œuvre intimement liée aux maigres conditions de travail, notamment salariales, qui y prévaut. Le gouvernement du Québec n'a plus aucune raison de rester les bras croisés, il doit bonifier substantiellement les conditions de travail des milliers de femmes qui s'occupent chaque jour de nos tout-petits. C'est la meilleure façon - et surtout la plus rapide - pour régler le problème du manque de places et permettre à tous les parents de retourner au travail et relancer l'économie du Québec », martèle la présidente, Sonia Ethier. La CSQ exige que le gouvernement du Québec rende des comptes publiquement sur l'utilisation des sommes reçues du fédéral pour cette mission.

Un salaire fédéral minimum à 15 \$

La CSQ applaudit le gouvernement fédéral pour l'annonce d'un salaire minimum fédéral à 15 dollars l'heure, mais considère qu'il devra être instauré immédiatement si l'on veut maximiser les impacts auprès des travailleuses et travailleurs à temps plein. Également, l'augmentation et l'élargissement de l'Allocation canadienne pour les travailleurs apportent une aide supplémentaire aux personnes à bas salaire. « Les transferts aux travailleuses et aux travailleurs pour les aider à sortir de la pauvreté sont importants, mais il faut prioriser une approche qui, en bout de piste, responsabilise les employeurs. C'est pour ça que l'adoption d'un salaire minimum à 15 dollars au fédéral est un excellent premier pas, et nous souhaiterions qu'il évolue plus vite que l'inflation », explique Sonia Ethier.

Des gestes intéressants envers les aînés

Une autre mesure intéressante pour la réduction de la pauvreté, selon la CSQ, est l'augmentation de 10 % des prestations de la Sécurité de la vieillesse. La Centrale est par contre déçue de l'engagement trop timide du gouvernement fédéral pour améliorer les soins à domicile et les soins de longue durée. « En comparaison de l'ampleur des investissements dans d'autres secteurs, il est surprenant que, devant l'urgence d'améliorer les soins aux aînés, le gouvernement ne dégage pas plus d'argent pour aider les provinces à offrir des services de qualité, notamment par une bonification des transferts en santé », souligne Sonia Ethier.

Des signaux positifs vers une réforme de l'assurance-emploi

Alors que la CSQ réclame une réforme complète de l'assurance-emploi depuis plusieurs années, elle estime que les mesures annoncées aujourd'hui envoient un signal positif. « Si l'augmentation de 15 à 26 semaines des prestations de maladie de l'assurance-emploi reste tout de même insuffisante à nos yeux, on ne peut toutefois pas passer sous silence l'accès uniforme de l'assurance-emploi avec un seuil de 420 heures travaillées et un minimum de 14 semaines de prestations. C'est une annonce qui correspond, en partie, aux demandes de notre organisation et qui saura faire une différence majeure dans la vie des travailleuses et des travailleurs », exprime Sonia Ethier, présidente de la CSQ.

Formation : attention aux doublons !

Concernant les mesures de près de 3,5 milliards de soutien à la formation et à l'emploi, la CSQ salue cet investissement dans le contexte de la crise de la pandémie alors que des milliers de familles sont toujours directement touchées. « Compte tenu de la hauteur de la crise vécue depuis plus d'un an, on ne peut que saluer toutes les mesures déployées permettant aux travailleuses et aux travailleurs de développer leurs compétences et de se requalifier. En sachant que le Québec mène actuellement d'importants travaux sur le sujet, nous souhaitons que les montants investis évitent les doublons et s'intègrent afin de maximiser leurs impacts auprès de la population », dit Sonia Ethier.

Environnement : de la parole aux actes ?

En matière d'environnement, finalement, la CSQ dit appuyer les nouveaux investissements consacrés à la réduction des gaz à effet de serre et à la protection des territoires naturels, mais demeure prudente en soulignant qu'il faudra voir à l'usage si les mesures annoncées permettront d'effectuer réellement ces réductions, ce qui a fait défaut à maintes reprises dans le passé. « Combien de fois avons-nous vu en environnement les cibles les plus louables ne pas être atteintes, faute d'actions ? Nous attendons depuis des années que les gouvernements passent de la parole aux actes, et, pour y arriver, l'atteinte de cibles environnementales ambitieuses sera le gage de réussite ou d'échec », conclut la présidente de la CSQ.

SOURCE CSQ

Réaction de la FTQ au budget fédéral - Enfin des mesures en assurance-emploi, mais c'est insuffisant

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) accueille le budget du gouvernement fédéral de façon positive. La FTQ se réjouit que le gouvernement réponde finalement aux revendications historiques de la centrale en bonifiant le régime d'assurance-emploi, mais c'est nettement insuffisant. « Nous comprenons que des sommes substantielles seront engagées dans des programmes de bonification du régime en faisant passer les semaines de prestation à 420 heures travaillées ou à 14 semaines. En ce qui a trait à la prolongation du soutien aux travailleuses et travailleurs saisonniers, il faudra faire plus, trouver une solution permanente, le gros de la réforme reste à venir », déclare le secrétaire général de la FTQ, Denis Bolduc.

Il faut saluer la lucidité du gouvernement d'intervenir fortement dans l'économie en allouant plus de 100 milliards dans son plan de relance. « Nous voulons des projets structurants qui garantissent à long terme le renforcement du tissu industriel tout en luttant contre les changements climatiques. Ces investissements devront également se refléter dans des secteurs durement affectés par la crise, notamment en aéronautique et dans le transport aérien », ajoute le secrétaire général.

La FTQ tient à saluer l'annonce de la mise en place d'un service national de garde. « Le Québec gère son propre service de garde depuis 1997. Grâce à ce dernier, des dizaines de milliers de travailleuses ont pu retourner sur le marché du travail et contribuer au développement économique du Québec. Il est heureux qu'Ottawa prévoie un droit de retrait avec compensation, sommes qui nous l'espérons serviront à parachever le réseau des CPE », déclare le secrétaire général de la FTQ, Denis Bolduc.

L'annonce d'un salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure envoie un signal clair au Québec qu'il doit bouger comme le réclame la FTQ depuis de nombreuses années. « Il faut permettre aux familles de vivre dignement, de sortir du cycle de la pauvreté. C'est aussi un moyen de lutter contre les pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs », de poursuivre Denis Bolduc.

En environnement, le budget prévoit beaucoup d'argent, mais nous restons sur notre faim en ce qui a trait aux mesures permettant une réelle transition juste pour les travailleurs et travailleuses. La FTQ demande que de véritables mécanismes soient mis en place avec des indicateurs de suivis et un financement adéquat pour soutenir la démarche. En ce qui a trait à la lutte contre l'évasion fiscale, on s'attendait à plus.

« Enfin le gouvernement rate une occasion de mettre en place un véritable régime d'assurance médicaments public et universel tel que promis dans le budget 2019. Aussi la FTQ déplore que le gouvernement fédéral n'ait pas bonifié le transfert canadien en matière de santé comme le réclame Québec depuis de nombreuses années », conclut le secrétaire général, Denis Bolduc.

SOURCE FTQ

Budget fédéral : réaction de Québec solidaire

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - Suite au dépôt du budget du gouvernement fédéral aujourd'hui, voici la réaction du député de Rosemont et responsable pour Québec solidaire en matière de finances, Vincent Marissal :

« Ce budget fédéral nous confirme ce qu'on répète depuis des mois : Éric Girard va devoir trouver d'autres manières de combler le déficit du Québec que de compter sur les transferts en santé. En effet, le budget Freeland ne comporte aucune garantie de sommes récurrentes telle que l'avait demandé la CAQ. Encore une fois, le Québec n'a pas réussi à se faire entendre par l'État fédéral canadien.

Il est réjouissant de voir que les Canadiens s'inspirent des Québécois dans la construction de leur filet social alors qu'Ottawa annonce la mise en place d'un réseau pancanadien de garderies. Ceci dit, nous devons rester attentifs pour nous assurer que le Québec retirera jusqu'au dernier sou la part qui lui revient des milliards de dollars alloués au programme, et ce, sans condition. Il devra en être de même en ce qui concerne l'aide fédérale de 3 milliards \$ en matière de soins de longue durée.

Quant à la taxe sur certains biens de luxe annoncée par le gouvernement Trudeau, elle ressemble davantage à un gadget qu'à un véritable outil pour réduire les inégalités socioéconomiques. C'est tout de même déjà mieux que la CAQ, qui n'a absolument rien proposé dans son budget pour aller chercher de nouveaux revenus dans les poches des plus fortunés », déclare Vincent Marissal.

SOURCE Aile parlementaire de Québec solidaire

La CSD accueille favorablement le budget Freeland, mais des engagements supplémentaires demeurent nécessaires

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - La Centrale des syndicats démocratiques (CSD) accueille

favorablement le premier budget de la ministre des Finances du Canada Chrystia Freeland. Pour la CSD, le gouvernement agit avec prudence en ne cédant pas à la tentation de revenir rapidement à l'équilibre budgétaire, malgré les pressions en ce sens.

La pandémie a poussé le gouvernement fédéral à créer rapidement des programmes de soutien pour les travailleuses et travailleurs, ainsi que pour les entreprises, ce qui a entraîné une croissance importante de la dette. Pour la CSD, s'arrêter uniquement au déficit engendré serait trop simpliste.

« C'est facile de dire que la gestion économique de la crise a indûment gonflé le déficit fédéral. On sait aujourd'hui combien ont coûté les mesures de soutien, mais on ne sait pas quel aurait été le coût tant économique que social sans ces mesures. Pour nous, il est clair que les conséquences auraient été bien pires », résume Luc Vachon, président de la CSD.

Transferts en santé et en éducation

Bien que prévisible, la CSD accueille avec déception le refus du gouvernement fédéral de hausser les transferts fédéraux en santé et en éducation, comme le demandaient le Québec et l'Ontario.

« La pandémie a mis de l'avant d'importantes lacunes tant au niveau du réseau de la santé que de l'éducation. Les provinces ne peuvent pas y faire face seules, il faut qu'Ottawa ajoute de l'eau au moulin », explique M. Vachon.

Salaire minimum

L'annonce de l'établissement d'un salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure est aussi une excellente nouvelle pour la CSD.

« Nous militons pour la hausse du salaire minimum depuis plusieurs années. Si elle s'applique à relativement peu de travailleuses et de travailleurs au fédéral, cette hausse salariale montre néanmoins la voie à suivre pour le gouvernement du Québec. », ajoute Luc Vachon.

Assurance-emploi

Malgré l'engagement du gouvernement lors du discours du Trône de doter les Canadiens d'un régime d'assurance-emploi adapté au 21^e siècle, les mesures proposées dans le budget ne sont pas à la hauteur.

« Le gouvernement se contente de prolonger les mesures jusqu'à la fin de l'année, alors qu'il aurait fallu un sérieux coup de barre pour améliorer l'accessibilité aux prestations, et ce, de manière durable », se désole le président de la CSD.

Pour la centrale syndicale, la seule mesure vraiment intéressante est le passage de 15 à 26 semaines pour la durée maximale des prestations de maladie de l'assurance.

Assurance-médicaments

En ce qui a trait à l'assurance médicaments, malgré que le gouvernement avait annoncé qu'il était temps de redoubler d'efforts dans ce dossier, elle est la grande absente du budget.

« On estime qu'un régime public et universel d'assurance médicaments ferait économiser 5 milliards de dollars par année au gouvernement. Or, il n'y a aucune annonce à cet égard dans le budget Freeland. Comme si le gouvernement pouvait lever le nez sur une telle économie », se questionne M. Vachon.

Équité fiscale et lutte contre les paradis fiscaux

La CSD accueille également favorablement les mesures pour retirer davantage de revenus des individus et entreprises les plus fortunés et qui ont engrangé des revenus lors de la pandémie, ainsi que les investissements pour l'agence du revenu du Canada (ARC) et la mise sur pied d'un registre public des bénéficiaires ultimes pour 2025.

« La CSD voit d'un bon œil les mesures fiscales qui récupéreront davantage de revenus chez les plus fortunés. Nous aurions cela dit préféré voir le gouvernement adopter dès maintenant des mesures plus fortes pour lutter contre les paradis fiscaux. », conclut Luc Vachon.

SOURCE Centrale des syndicats démocratiques (CSD)

Un budget fédéral qui va créer deux classes d'aînés, s'inquiète le Réseau FADOQ

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - « Une belle intention d'aider financièrement les aînés sur la forme, mais sur le fond, les personnes de moins de 75 ans admissibles à la Sécurité de la vieillesse (SV) n'obtiennent absolument rien. » Voilà la réaction de la présidente du Réseau FADOQ, Gisèle Tassé-Goodman, au dévoilement du nouveau budget fédéral.

Le gouvernement Trudeau a annoncé qu'il augmentera les paiements réguliers de la SV de 10 % pour les aînés âgés de 75 ans et plus en 2022. Si le Réseau FADOQ salue le fait que le premier ministre respecte enfin son engagement électoral de 2019, il s'inquiète du fait que cette mesure ne soit pas assez inclusive.

« En introduisant une hausse de la Sécurité de la vieillesse exclusivement aux gens de 75 ans et plus, le gouvernement crée deux classes d'aînés. Pour éviter cette fracture, notre organisation recommandait que la bonification de 10 % de la SV s'adresse à toutes les personnes admissibles à cette prestation, soit dès 65 ans », déclare M^{me} Tassé-Goodman.

Le premier budget de la ministre des Finances, Chrystia Freeland, prévoit également que les bénéficiaires des prestations de la SV âgés de 75 ans ou plus recevront un paiement unique de 500 \$ au mois d'août 2021. La plus grande organisation d'aînés aux pays aurait souhaité que cette somme soit distribuée différemment.

« Au lieu d'allouer un montant ponctuel de 500 \$ en août prochain, il aurait été préférable que la bonification de 10 % soit instaurée dès 2021 », explique M^{me} Tassé-Goodman.

Financement des soins de santé : de l'aide pour les provinces

Le Réseau FADOQ critique le fait que le nouvel exercice financier n'augmente pas les sommes octroyées aux provinces par le Transfert canadien en matière de santé (TCS).

« Notre organisation ne comprend pas le manque de volonté du fédéral à donner des ressources suffisantes aux provinces en matière de santé. L'insuffisance des transferts fédéraux nuit à l'élargissement de l'accès aux soins. Et la pandémie a exposé les grands besoins des provinces en santé », déplore M^{me} Tassé-Goodman.

Dans des mémoires

(<https://www.fadoq.ca/reseau/actualites/communiqu/elections-2019-aider-les-provinces-a-assumer-les-couts-en-sante>) présentés depuis 2019 au cabinet du ministre des Finances du Canada, la FADOQ demande d'indexer le TCS de 6 % annuellement et d'inclure dans la formule de calcul une variable prenant en compte le vieillissement de la population des provinces et territoires.

3 milliards \$ en soins de longue durée

Le Réseau FADOQ accueille favorablement l'investissement de 3 milliards \$ en soins de longue durée. Des investissements essentiels, mais qui seront assurément accompagnés de conditions.

La FADOQ souligne qu'il ne faut pas qu'une négociation entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires retarde l'arrivée de ces sommes qui sont cruciales pour les soins et services de longue durée.

Réaction du FRAPRU au budget Freeland - Des demi-mesures qui ne répondent pas à tous les besoins urgents de logement

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - Même s'il salue l'annonce du financement d'une deuxième phase de l'Initiative de création rapide de logement (ICRL), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) aurait souhaité que le budget de la ministre Chrystia Freeland contienne des investissements beaucoup plus significatifs et complets en matière d'aide au logement. « On espérait beaucoup mieux, compte tenu de l'adoption récente d'une loi reconnaissant le droit au logement, des promesses du dernier discours du Trône de bonifier la Stratégie sur le logement et des promesses de la nouvelle ministre des Finances disant vouloir reprendre la lutte contre les inégalités sociales », a réagi Véronique Laflamme, la porte-parole du FRAPRU, en ajoutant que le budget présenté aujourd'hui n'est malheureusement pas à la hauteur de la crise actuelle du logement.

Le budget Freeland annonce 1,5 milliards \$ supplémentaires dans l'ICRL, qui permet de réaliser dans de courts délais des logements hors marché-privé. En raison de la popularité de la première phase, plusieurs projets déposés par des groupes québécois, en Abitibi, dans le Bas-Saint-Laurent et en Montérégie notamment avaient vu leur demande être reportée. Le FRAPRU, comme d'autres associations canadiennes dont l'ACHRU, espère que des modifications incluant l'ajout de suppléments au loyer, soient apportées. Le FRAPRU rappelle cependant que cette initiative s'adresse aux ménages en situation d'itinérance ou de grande vulnérabilité et ne permet pas de développer des logements sociaux pour répondre aux besoins d'une partie importante des ménages locataires ayant pourtant des besoins urgents de logements, parce qu'ils vivent dans des logements surpeuplés, insalubres ou inabordables.

Alors que la pénurie de logements s'est accentuée dans plusieurs municipalités québécoises, et que la hausse accélérée des loyers augmente la pression sur les locataires — qui étaient déjà près de 200 000 au Québec seulement, à consacrer plus de la moitié de leurs revenus pour se loger lors du recensement de 2016 — le FRAPRU espérait des investissements supplémentaires d'Ottawa dans le logement social ciblant ces locataires ayant des besoins urgents. Il rappelle que selon l'Entente Québec-Canada sur le logement, Québec ne disposera au mieux que de 272 M \$, sur 10 ans, pour développer de nouveaux logements sociaux.

Les mesures budgétaires « ne permettront pas de réaliser les objectifs ambitieux énoncés dans la Stratégie nationale sur le logement », selon le FRAPRU, qui rappelle que la majorité des investissements prévus dans les initiatives autres que l'ICRL, sont destinés majoritairement aux développeurs de logements privés et encouragent la création de logements dont les loyers sont beaucoup trop élevés pour la plupart des locataires. À cet égard, le regroupement pour le droit au logement est déçu que les 1,3 milliard \$ réaffectés dans le budget Freeland à différentes fins aient été dédiés à des Fonds qui n'ont pas donné de résultats probants, plutôt qu'aux fonds transférés aux provinces pour le logement social, par exemple. Le FRAPRU est également déçu de l'absence de mesures spécifiquement dédiées à l'amélioration des conditions de logement des Autochtones vivant en milieu urbain.

Selon le FRAPRU, les crises du logement vécues par les populations québécoise et canadienne, la crise sanitaire et les autres à venir auraient nécessité des investissements comparables à ceux qu'Ottawa consentait au début des années 1980, alors qu'il finançait 30 000 nouveaux logements sociaux par année à l'échelle du Canada, dont environ 7000 au Québec. « La pandémie nous rappelle pourtant l'importance du logement comme déterminant de la santé. Si on veut prévenir les conséquences des crises à venir, notamment avec les changements climatiques, qui affectent de façon disproportionnée les ménages à plus faible revenu et les personnes en situation d'itinérance, c'est maintenant qu'il faut investir dans le logement social », insiste Véronique Laflamme. « Si on veut une relance qui soit effectivement juste comme le prétend la ministre des Finances, c'est à un chantier beaucoup plus ambitieux qu'il aurait fallu s'atteler ».

Au chapitre des bonnes nouvelles, le FRAPRU se réjouit de l'ajout de 118,2 M \$ sur sept ans, à compter de 2021-2022, dans le cadre de l'Initiative fédérale de logement communautaire, programme d'aide au loyer pour les locataires à faible revenu vivant dans des logements sociaux financés par Ottawa, au terme de leur convention, mais rappelle du même souffle qu'Ottawa a économisé des milliards de dollars en se retirant de ces ententes à long-terme.

Enfin, même s'il salue la mise en place d'une taxe de 1% sur les propriétés de non-résidents, afin de contribuer à diminuer la frénésie immobilière qui touche plusieurs régions du Québec, et qui alimente directement et indirectement à la crise du logement, le FRAPRU aurait souhaité qu'Ottawa annonce davantage de mesures fiscales plus interventionnistes permettant de freiner la spéculation, par exemple la pleine imposition des gains de capital réalisés dans le domaine immobilier. Les sommes ainsi économisées ou récoltées auraient pu, en plus, être réinvesties dans le logement social. Pour un, le FRAPRU réclame qu'Ottawa investisse 3 milliards \$ par année spécifiquement dans ce domaine.

Un budget intéressant en partie, mais qui ne va pas assez loin (CSN)

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - La CSN voit d'un assez bon œil certaines mesures annoncées aujourd'hui dans le budget fédéral attendu depuis deux ans. Elle estime toutefois que plusieurs de ces mesures ne vont pas assez loin et qu'elles empiètent sur les champs de compétence du Québec.

« Nous sommes soulagés de constater que le gouvernement entend continuer de soutenir les ménages et les entreprises en prolongeant les programmes d'aide. Le contraire aurait contribué de façon inacceptable à l'accroissement des inégalités au pays. De plus, le contexte de la COVID nous a mis en pleine figure les lacunes du régime d'assurance-emploi, le gouvernement doit réformer ce programme en profondeur », a souligné le président de la CSN, Jacques Létourneau.

Transferts en santé et dans les services de garde

La CSN salue par ailleurs les sommes annoncées pour les services de garde à l'enfance qui viendront en aide aux familles du Québec et du Canada. « Cet investissement aidera les femmes à investir le marché du travail et donnera la chance aux ménages en attente d'une place en CPE, notamment aux ménages à faible revenu, de se prévaloir de services de garde de qualité. Cependant, le gouvernement du Québec devra recevoir sa part de ce nouveau transfert fédéral et l'utiliser pour parachever son réseau de services de garde subventionnés. Il faut arrêter d'ajouter des places au compte-gouttes », précise Jacques Létourneau.

Le président de la CSN souligne en outre que les transferts en santé sont encore bien en deçà du 35 % demandé récemment par le Conseil de la confédération pour permettre aux provinces d'améliorer la performance de leur réseau public. « Les besoins créés par la pandémie et par le vieillissement de la population sont énormes. Le gouvernement fédéral a une grande responsabilité à

cet égard, mais avec son annonce d'aujourd'hui, les provinces peineront encore à répondre à la demande au cours des prochaines années. Bien entendu, c'est la population tout entière qui va en écopper. »

Relance économique

Le gouvernement aurait dû profiter du budget pour s'attaquer résolument à une autre crise tout aussi inquiétante que la COVID : celle des changements climatiques. « L'annonce d'aujourd'hui concernant les investissements dans les transports collectifs et les nouvelles technologies est une bonne nouvelle en soi, mais l'urgence climatique nécessite des interventions beaucoup plus musclées de la part du gouvernement. En ce sens, l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta qui continue d'être au cœur de la stratégie de développement économique du gouvernement fédéral est un réel problème. »

Le président de la CSN reproche également au gouvernement de ne pas avoir annoncé officiellement l'intégration du chantier Davie à la Stratégie nationale de construction navale (SNCN). « Avec ses huit sites de production, le chantier Davie est le plus grand au Canada. Or, depuis 2011, il n'a eu droit qu'à des contrats de conversion et d'entretien ponctuels de la part du fédéral. Il est grand temps qu'il reçoive sa part des contrats fédéraux dans le cadre de la SNCN, d'autant plus que les chantiers Irving à Halifax et Seaspan à Vancouver n'arrivent pas à respecter l'échéancier de livraison des navires. »

Finalement, la CSN regrette que la stratégie de relance économique du gouvernement fasse l'impasse sur des mesures importantes qui auraient eu le mérite de rapporter de nouveaux revenus dans les coffres de l'État. « On ne peut pas s'en remettre uniquement à la croissance économique pour générer de nouveaux revenus. Les multinationales du numérique exercent une concurrence déloyale depuis trop longtemps aux entreprises canadiennes et québécoises. Avec la COVID, leur chiffre d'affaires a explosé. Le gouvernement aurait dû profiter de la situation pour les contraindre enfin à assumer leurs charges fiscales. »

Jacques Létourneau salue néanmoins la limitation de la possibilité de déduire les options d'achat d'action, mais estime que Justin Trudeau aurait également pu choisir d'aller chercher une source de revenus intéressante en augmentant les impôts des contribuables à haut revenu et en empêchant les entreprises d'échapper à leurs obligations fiscales. « Le FMI lui-même recommande aux pays d'augmenter l'impôt des plus riches. Pourquoi les libéraux refusent-ils d'y voir ? Le gouvernement pourrait aussi trouver une source de revenus non négligeable en mettant fin à la possibilité, pour les entreprises, de rapatrier des dividendes en franchise d'impôt à partir de paradis fiscaux. Il n'a malheureusement pas démontré le courage politique nécessaire pour aller en ce sens. »

Budget du Canada 2021-2022 - Le gouvernement Legault a maintenant tous les moyens nécessaires pour compléter le réseau de CPE (AQCPE)

MONTRÉAL, le 19 avril 2021 - Il y a 25 ans, le Québec a été visionnaire en mettant en place le réseau des centres de la petite enfance (CPE). Aujourd'hui, le gouvernement canadien reconnaît sans équivoque le leadership du Québec et lui donne largement les moyens de compléter le réseau des CPE/BC. L'Association québécoise des CPE (AQCPE) incite sans ambages le gouvernement de M. Legault à concrétiser ce projet de société et ainsi faire du Québec le premier État en Amérique de Nord à offrir un réseau de services éducatifs à l'enfance universel, abordable et de qualité à tous les jeunes enfants.

Citation

« C'est une excellente nouvelle pour les familles. Le gouvernement canadien reconnaît les impacts majeurs, autant sociaux qu'économiques, d'un programme de services de garde éducatifs de qualité, accessible et abordable. Le modèle CPE a fait ses preuves et l'annonce substantielle d'aujourd'hui en est une attestation. Jumelé à l'engagement du gouvernement de M. Legault envers la réussite de chaque enfant, il n'y a maintenant plus aucun obstacle pour que le gouvernement du Québec complète cette vision et offre à toutes les familles qui le souhaitent, une place en CPE/BC », a commenté Geneviève Bélisle, directrice générale de l'AQCPE.

L'expérience québécoise le démontre : pour atteindre les objectifs - notamment d'aider les femmes à retourner sur le marché du travail, d'assurer l'égalité des chances entre les enfants et leur développement optimal - la société a un rôle actif à jouer, qui passe entre autres par la mise en place de services éducatifs de haute qualité, dans un modèle à but non lucratif. À l'inverse, les crédits d'impôt et les incitatifs pour favoriser un libre marché n'ont pas donné de résultats conséquents, entre autres sur la couverture de l'offre sur le territoire.

La pénurie de la main-d'œuvre en tête

La haute qualité qu'on retrouve dans le réseau des CPE est indissociable d'un personnel éducatif qualifié. Or, la pénurie de main-d'œuvre qui sévit dans le réseau est un frein majeur, qui de plus, a été exacerbé par la pandémie.

« Si le Québec souhaite rester en tête de peloton, il est impératif de reconnaître cette profession à sa juste valeur. Il faut aussi rapidement mettre de l'avant des mesures ambitieuses, afin que les conditions reflètent l'importance de ce rôle pour la société : éduquer les adultes de demain » a plaidé M^{me} Bélisle.

Rêver grand

« Il y a 25 ans, l'idée de créer des milieux éducatifs de haute qualité, accessibles et abordables était un rêve fou porté par des milliers de femmes sur le terrain, dans les garderies communautaires. En 1996, le gouvernement et la société civile ont saisi tout le potentiel de ce projet de société.

Parti sur des chapeaux de roues, le développement du réseau des CPE/BC a par la suite fait les frais des aléas politiques, avec les dérives que nous connaissons. 25 ans d'expérience plus tard, avec des preuves scientifiques solides de sa plus-value et l'annonce d'aujourd'hui, nous avons maintenant tout en main pour pleinement concrétiser cet essentiel projet de société », a conclu Hélène Gosselin, présidente du conseil d'administration de l'AQCPE et une des instigatrices du réseau des CPE.

SOURCE Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE)

Presse-toi À Gauche

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Revue-de-presse-Reactions-au-budget-Freeland>